



**Syndicat National F.O.
des Personnels de Recherche
et Etablissements d'Enseignement Supérieur**

EPST : le SNPREES-FO informe

Motion adoptée à l'unanimité le 12 février 2009 par l'AG parisienne des personnels tenue au siège du CNRS, avec la présence des syndicats SNCS-FSU, SNTRS-CGT, SNPREES-FO, Sud-Recherche

Nous, personnels des laboratoires de recherche, sommes partie prenante du mouvement actuel de grève illimitée dans les universités pour la défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche. Nous soutenons l'ensemble des revendications portées par la coordination nationale des universités telles qu'elles ont été exprimées lors de l'AG de la coordination du 11 février. Dans le cadre de ce mouvement, nous sommes réunis en AG pour défendre l'ensemble des EPST, et notamment le CNRS, premier organisme public de recherche français.

Le démantèlement des organismes de recherche est engagé. La transformation du CNRS en agence de moyens, brutalement exigée par le Président de la République le 22 janvier 2009, est actuellement mise en œuvre avec la complicité active de la direction de l'organisme. Nous, personnels des laboratoires propres ou associés, refusons la mort du CNRS et appelons à une riposte concertée des laboratoires impliquant toutes les catégories de personnels (statutaires et non statutaires). Nous ne nous contenterons pas de simples affirmations ni de pseudo concertations ou médiations. Nous exigeons des décisions effectives qui montrent de façon incontestable un réel changement d'orientation.

Nous voulons :

- Un CNRS intégralement rétabli dans son rôle d'opérateur de recherche et l'abandon de la transformation du CNRS en instituts devenant agence de moyens.
- Le rétablissement de TOUS les postes supprimés dans l'Enseignement supérieur et la recherche ; le retour des post-doc supprimés en postes statutaires ; la suppression des chaires mixtes universités/organismes (au profit d'une vraie politique de délégation et de détachement) ; l'annonce d'un plan pluriannuel pour l'emploi.
- La restitution au CoNRS (Comité National de la Recherche Scientifique) de l'intégralité de ses prérogatives.
- L'abandon de toute politique de désassociation et donc le maintien des UMR permettant une coopération fructueuse entre universités et organismes.
- L'abandon de la politique de mutualisation et de fusion forcée des unités.

Jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints, nous cessons à ce jour toute collaboration avec la direction de l'organisme. Nous appelons :

- Au boycott de l'AERES : refus d'être expert individuellement pour l'AERES et refus des laboratoires d'être évalués par toute autre instance que le CoNRS.
- Au boycott de l'évaluation des projets ANR.
- Au boycott des jurys de chaires mixtes universités/organismes (anciennement dites d'excellence).
- A la grève des cours.
- Au blocage des CA du CNRS appelés à entériner les transformations en cours.

L'AG demande aux sections du CoNRS d'assurer le suivi de ce mouvement et de soutenir et d'encourager les personnels et les laboratoires dans ces actions.

L'AG appelle l'ensemble des personnels des laboratoires des EPST, toutes catégories confondues, à amplifier la mobilisation, en débrayant tous les jours 59 minutes (pour tenir des AG ou dialoguer dans la rue avec nos concitoyens), et en désignant des délégués représentant toutes les catégories, titulaires et précaires, pour un rassemblement national des labos afin de porter à l'Élysée le refus solennel du démantèlement des organismes et l'exigence d'ouverture immédiate des négociations sur les postes et les carrières.

Nous appelons l'ensemble des personnels à rejoindre les manifestations appelées par la coordination et notamment la manifestation nationale du jeudi 19 février.

Le SNPREES-FO appelle les personnels concernés à mettre en œuvre ces initiatives.

Il appelle les personnels de toutes catégories à se réunir en AG de laboratoire, d'UMR, avec les syndicats, pour définir leurs revendications et mandater leurs délégués à l'assemblée nationale des labos du mois de mars.

Motion votée par l'Assemblée Nationale du 11 février de délégués mandatés par 67 universités, représentants 79 établissements et 12 organismes, avec les syndicats nationaux SNESUP-FSU, FERC Sup-CGT, SUD Education, SNPREES-FO

Comme celles du 22 janvier et du 2 février 2009, la Coordination Nationale réunie le 11 février 2009 condamne la mise en place d'une politique d'affaiblissement structurel de l'enseignement et de la recherche, la précarisation des personnels de toutes catégories, enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs, BIATOSS et ITA, notamment au travers de l'individualisation des carrières, de la mise en place du nouveau contrat doctoral et des suppressions d'emplois. Cette politique menace les conditions de vie, la formation et l'avenir des étudiants.

La Coordination Nationale constate que toutes ces contre-réformes résultent de la loi LRU et du pacte sur la Recherche. En conséquence, elle demande en urgence que la communauté universitaire et le monde de la recherche soient consultés sur une nouvelle loi garantissant démocratie, collégialité, indépendance, liberté et égalité entre les universités et les domaines de recherche, car l'Université n'est pas une entreprise et le Savoir n'est pas une marchandise.

Elle exige le rétablissement des postes supprimés, un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires dans les universités et les grands organismes de recherche, dont elle refuse le démantèlement. Elle soutient les mobilisations en cours. Elle constate que les ministères n'ont toujours pas retiré :

- la réforme de la formation et des concours de recrutement des enseignants du premier et du second degrés.
- le projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs.

En conséquence la Coordination Nationale appelle l'ensemble des universités et des laboratoires à rejoindre le mouvement de grève totale, reconductible, illimitée, déjà engagée dans de très nombreuses universités.